

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Pluies diluviennes : faut-il

**LES PLUIES** diluviennes et soudaines qui s'abatent sur Libreville et dans l'arrière-pays, depuis le début de ce mois d'octobre, suscitent de nombreuses interrogations dans l'opinion. Effets des changements climatiques, simple dérèglement saisonnier ou phénomène tout à fait normal ?

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

**D**E mémoire de Gabonais, jamais il n'a plu autant et de manière constante et violente que durant le mois d'octobre. Inondations, éboulements.... Comment expliquer cette fréquence de pluies diluviennes ? Faut-il y voir les conséquences des dérèglements climatiques, comme d'aucuns l'affirment, ou plutôt un phénomène tout à fait normal, selon d'autres ? Dans tous les cas, parmi les médias internationaux, Radio France Internationale (RFI) s'est penchée sur la régularité inquiétante de ces pluies torrentielles

qui ne touchent pas que le Gabon, mais les autres pays d'Afrique centrale.

Interrogé par notre confrère français, le directeur général de l'Environnement, Emmanuel Bayani Ngoye, reste perplexe mais, cependant, prudent quant à l'effet collatéral des changements climatiques. " Nous constatons que ce sont des pluies qui viennent sans crier gare : il n'y a pas de vent, pas de tonnerre, aucun élément caractéristique qui annonce l'arrivée des pluies. Et lorsqu'elles tombent, elles sont très abondantes. Charge donc à nos collègues de la Recherche d'essayer de pousser un peu plus leurs investigations, pour que l'on puisse voir si,

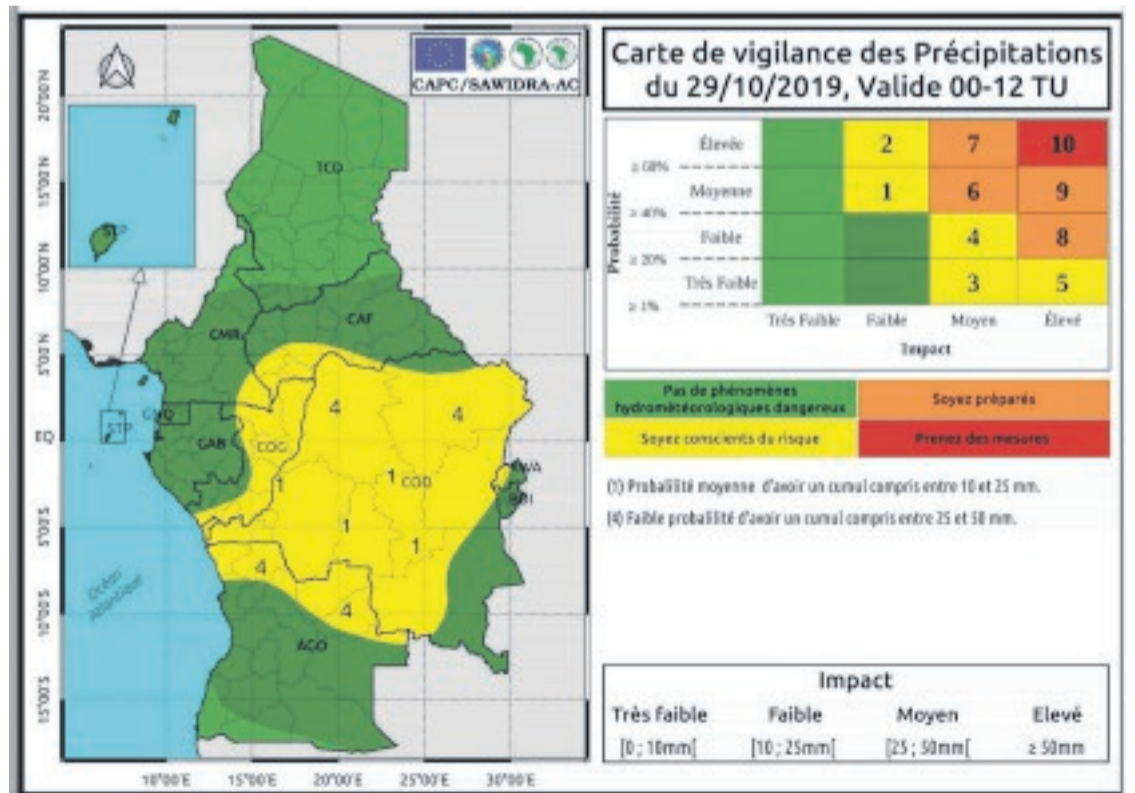
effectivement, on peut déclarer, de manière solennelle, qu'il s'agit d'un changement climatique. Les conséquences que l'on observe, ce sont les inondations, les glissements de terrain, l'érosion ", a-t-il souligné.

Nous avons poursuivi nos investigations à la direction générale de la Météorologie (DGM). En effet, parmi les missions assignées à cette administration placée sous la tutelle du ministère des Transports, figurent, en bonne place, l'étude des phénomènes atmosphériques et l'utilisation des connaissances acquises pour la protection des personnes et des biens. Sourire en coin, le patron de cette administration, qui est également le représentant permanent du Gabon auprès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), s'étonne de ce que les populations s'émeuvent de se retrouver chaque année les pieds dans l'eau, en fin septembre, octobre et novembre. Selon le DG de la Météorologie, il pleut abondamment dans notre pays. Aussi, ne devons-nous pas trop être surpris par ce qu'il qualifie de phénomène pour le moins normal.

" Nous travaillons en étroite collaboration avec les autres organisations, comme le Conseil climat et l'Ageos (Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales, N.D.L.R.). Lorsque l'Ageos a, par exemple, besoin des données concernant les observations en surface, nous les lui transmettons sans aucune difficulté particulière. Et inversement, quand nous avons besoin de données relatives à l'observation spatiale des phénomènes ", précise le DG de la Météorologie.



Les Librevillois, entre autres, sont victimes de la montée des eaux à chaque averse.





# Peut-il s'en inquiéter ?



## Changements climatiques : pas d'amalgame !

**EN** cas d'extrême chaleur ou de pluviométrie anormale, peut-on évoquer immédiatement les effets des changements climatiques ? Non, répond la Direction générale de la météorologie.

SCOM  
Libreville/Gabon

" S'il pleut un peu plus cette année, et l'autre un peu moins, cela ne suffit pas pour évoquer systématiquement un fait lié aux changements climatiques. Il s'agit plutôt d'une variabilité climatique, c'est-à-dire le temps qui varie d'une année à l'autre ", explique le directeur général de la météorologie du Gabon, Gilbert Ondo Ndong. Selon lui, pour parler de changements climatiques, il faudrait que ces variations climatiques – à la faveur desquelles on constate que le régime de pluviométrie est en hausse ou en baisse – soient clairement démontrées, contrairement à



Photo: DR

**L'expert gabonais demande de ne pas faire d'amalgame.**

la situation antérieure. Mais là encore, souligne l'expert, la certification que nous sommes en présence de changements climatiques doit exclusivement découler d'études menées sur une période de 30 ans relativement à la normale.

Le directeur général de la Météorologie indique que ces études sont simultanément di-

ligentées sur le climat et sur les niveaux de températures. Son étude sur le Golfe de Guinée indique que les tendances en termes de températures sont effectivement à la hausse. Pour lui, c'est plutôt face à la recrudescence des extrêmes de chaleur, observés bien évidemment sur une certaine durée, qu'on peut conclure que nous sommes relativement à l'heure des changements climatiques. Aux dires du scientifique, l'avancée des eaux sur le littoral, notamment à Port-Gentil, en est un signe manifeste.

## Inondations, érosion... : la faute à l'homme ?

**DECHETS** et autres débris déversés carrément dans les lits des rivières, ou dans les canalisations, constructions anarchiques, réduisant, parfois, la largeur des mêmes rivières, tout cela empêche l'écoulement des eaux et provoque des inondations vécues à Libreville et ailleurs dans le pays.



Photo: LI

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

L'OBSTRUCTION de nombreuses canalisations permettant l'évacuation des eaux vers la mer est à l'origine, en grande partie, du sinistre vécu par les populations de Libreville. En cause aussi, des remblais effectués sur des réservoirs provisoires de rétention d'eau, qui empêchent celle-ci de circuler et de s'écouler. À l'instar de celui du Lac-Bleu aux

Charbonnages. " Puisque la terre ne peut immédiatement plus absorber ces eaux, quand il pleut, nous sommes donc systématiquement confrontés à des inondations ", explique un expert en pluviométrie. À cela, il faut ajouter la destruction continue par

l'homme de la mangrove, l'autre rempart contre les inondations. En effet, la mangrove du littoral gabonais subit des pressions considérables liées à l'extension urbaine, à son utilisation par les pêcheurs pour des besoins domestiques, d'installation de fumoirs et d'agrandissement des débarcadères. Mais elle est aussi victime des déversements de produits dangereux, notamment les effluents liquides, les hydrocarbures et les huiles usagées.

Aujourd'hui, les conséquences subies par les populations préoccupent le sommet de l'État. Au point que le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a instruit, mardi dernier, le ministre des Transports d'élaborer des mesures d'urgence pour pallier les problèmes occasionnés par ces conditions météorologiques extrêmes, qui touchent l'ensemble du territoire national. Ainsi que des actions pour un aménagement des voiries urbaines dans notre capitale.